

ENTRETIEN

etranger.union@sonapresse.com

"Le Royaume est attaché à ses relations avec les pays du continent africain, notamment avec le Gabon"

DANS cet entretien exclusif accordé à L'Union, l'ambassadeur d'Arabie saoudite dans notre pays revient sur la coopération bilatérale entre son pays et le Gabon. Notamment au travers de la volonté affirmée des dirigeants des deux pays de voir celle-ci se renforcer davantage.

Propos recueillis par :
Issa IBRAHIM et Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

L'UNION : Excellence, comment se porte aujourd'hui, la coopération entre le Royaume d'Arabie saoudite et le Gabon ?

S.E Abdulrahman Salam Aldahas : Tout d'abord, je tiens à remercier L'Union, qui me donne l'occasion de parler des excellentes relations bilatérales entre le Royaume d'Arabie saoudite et le Gabon. Celles-ci remontent aux années 1970, à l'époque du Roi Faysal ibn Abdelaziz Al Saud, et du président Omar Bongo Ondimba – que Dieu les pardonne. Ces relations se sont renforcées après l'ouverture de l'ambassade du Royaume d'Arabie saoudite à Libreville, dans divers domaines, ce qui a permis d'effectuer plusieurs visites mutuelles de hautes autorités, ainsi que des délégations des secteurs gouvernementaux et privés, afin d'ouvrir de nouvelles perspectives, notamment dans les domaines de la politique, de l'économie et de l'investissement. Cela a occasionné la signature de plusieurs accords et protocoles d'accords dans plusieurs domaines, dont le plus important est l'investissement. La visite de Son Altesse le Prince Faysal ibn Abdallah ibn Farhan Al Saud – ministre des Affaires étrangères – à Libreville en octobre dernier, et sa rencontre avec le président de la République Ali Bongo Ondimba, ont apporté un souffle nouveau aux relations entre les deux pays. Cette visite a été suivie de celle de Son Excellence M. Ahmed ibn Abdelaziz Kattan, ministre d'État aux Affaires des pays Africains, en février dernier, et sa rencontre avec le président de la République Ali Bongo Ondimba, qui a réaffirmé la volonté des deux pays d'approfondir ces liens.

Quels sont actuellement les pans les plus importants de cette coopération ?

- Cette coopération se déploie dans divers domaines, notamment la coordination des positions et l'échange de vues sur des sujets et des questions d'intérêt commun sur la scène internationale, parmi lesquelles la stabilité de la paix et de la sécurité, la lutte contre le terrorisme. Soulignons aussi que le Gabon est membre de la coalition islamique militaire de lutte contre le terrorisme. À l'heure actuelle, la coopération dans les domaines de l'investissement et du commerce est la plus importante, car les deux pays cherchent à développer ces domaines en négociant à signer des protocoles d'accords pour attirer les investisseurs saoudiens au Gabon.

Le Gabon et l'Arabie saoudite sont en train de diversifier leurs économies étroitement liées au pétrole, n'y entrevoyez-vous pas de nouvelles pistes d'une coopération bilatérale ?

- L'objectif de la vision 2030 du Royaume vise à transformer l'ensemble de la base de notre économie, dans le but d'attirer des investissements privés d'une valeur de près de 500 milliards de dollars. Nous avons l'ambition de hâter l'ère post-pétrolière qui conduira à une ère de recherche technologique au niveau scientifique, et le démarrage des entreprises, ainsi que la création de vastes opportunités d'investissement. Le Royaume cherche à débarrasser son économie de la dépendance du pétrole en diversifiant ses sources de revenus, et en attirant les investissements étrangers, afin de faire du Royaume une destination mondiale d'investissement commerciale et touristique. Nous avons l'ambition que le Gabon soit un partenaire dans cette nouvelle phase, d'autant plus que le gouvernement gabonais a annoncé un Plan d'accélération de la transformation économique à deux termes : 2021-2023 et 2021-2031.

Cette année, seule une poignée de pèlerins résidant dans le Royaume vont effectuer le Hadj à La Mecque. L'année dernière, au plus fort de la crise sanitaire, ce grand rassemblement religieux n'a pas eu lieu. Peut-on espérer un retour en masse des pèlerins ?

- Vous avez la propagation de la

Covid-19, dans le monde entier, et les crises sanitaires et économiques mondiales qu'il a provoquées, conduisant les pays du monde à prendre des mesures de précaution, notamment les fermetures totales et semi-totales, les couvre-feux, et la prévention des rassemblements. Puisque le Royaume fait partie de ces pays du monde, et à cause de la pandémie de Covid-19, il a pris une décision, l'année dernière, de limiter le Hajj à un pourcentage de citoyens et résidents au Royaume. En ce qui concerne le Hajj de cette année, le ministère du Hajj et de la Oumra a aussi décidé de le limiter aux citoyens et résidents à l'intérieur du Royaume, avec un total de 60 mille pèlerins, classés parmi les tranches d'âge de 18- 65 ans. Il s'agit des pèlerins ayant été totalement vaccinés. Cette décision confirme la préoccupation du gouvernement saoudien, qui a l'honneur d'accueillir des pèlerins – chaque année –, d'assurer la santé et la sécurité des pèlerins, conformément à la loi islamique, visant la préservation de l'âme humaine. J'affirme que le Royaume a eu l'honneur de servir plus de 150 millions de pèlerins, au cours des dix dernières années. Et que si la situation sanitaire s'améliore, on peut effectivement espérer l'accueil progressif des pèlerins vaccinés.

L'Arabie saoudite a-t-elle l'ambition de renforcer sa présence sur le continent africain ?

- Le Royaume est attaché à ses relations avec les pays du continent africain, notamment avec le Gabon. La politique du Royaume et ses relations extérieures sont basées sur des principes et des données (géographiques, historiques, religieuses, économiques, sécuritaires et politiques), et dans des cadres majeurs, dont le plus important est la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, l'établissement de relations de coopération avec les pays africains amis, en particulier le Gabon. Le Royaume œuvre depuis longtemps pour organiser deux sommets : le premier sommet saoudo-africain, et le 5e sommet arabo-africain. Je souhaite que ces deux sommets se tiennent dans un meilleur délai, à cause de leur importance dans le renforcement du partenariat saoudo-africain et arabo-africain. Je tiens aussi à faire référence au soutien apporté aux pays africains, qui dépasse 50 milliards de dollars. En plus, l'annonce de Son



L'ambassadeur du Royaume d'Arabie Saoudite répondant aux questions des journalistes de L'Union.

Altesse Royale le Prince Mohamed ibn Salman ibn Abdelaziz Al Saud, Prince Héritier – dans son discours au sommet sur le financement des économies africaines, qui s'est tenu le 18 mai 2021 à Paris – concernant l'engagement du Royaume à fournir un milliard de dollars aux pays africains, dans une forme de projets, de prêts et de subventions afin de lutter contre la pandémie de Covid-19.

Le Royaume, on le sait, est au cœur des enjeux géostratégiques au Moyen-Orient. Quelle est la situation actuellement au Yémen, et avec la paix précaire entre Israël et la Palestine ?

- L'Arabie saoudite est considérée comme le cœur de la région du Moyen-Orient, grâce à sa position stratégique dans le système mondial, avec sa dimension géostratégique. Le monde est bien conscient de l'importance stratégique profonde que le Royaume représente à tous les niveaux. Le Royaume ne permet aucune intervention dans les affaires des pays du Moyen-Orient. La raison des conflits actuels au Moyen-Orient revient aux interventions de la Turquie et de l'Iran, ce qui entraîne l'apparition des groupes terroristes et des milices. Cela a exacerbé la détérioration de la situation dans les pays de la région. Le Royaume n'est pas resté les bras croisés face à ce qui se passe dans la région, il s'est empressé de soulager de nombreuses situations : politiques, économiques et sécuritaires des pays de la région

Par exemple...

- Le cas, par exemple, de la crise yéménite, qui a débuté lors de ce qu'on appelle le Printemps arabe, quand les manifestations populaires se sont propagées dans plusieurs pays arabes pour exiger le renversement des régimes politiques et réclamer des réformes politiques et économiques, à cause de

la détérioration des conditions de vie. L'initiative du Golfe est venue suite à la demande de l'ancien régime politique yéménite afin d'aborder la situation du Yémen avec l'approbation de toutes les composantes politiques. Après la signature d'un Accord, et la formation d'un gouvernement, la milice terroriste de Houthi, soutenue par l'Iran, en accord avec le régime de l'ancien président yéménite Ali Abdallah Saleh, a renversé le gouvernement légitime, et a pris le contrôle du pays. À cet effet, le gouvernement yéménite légitime a demandé une intervention militaire du Royaume d'Arabie saoudite et les pays du Golfe. Le Royaume a donc créé la Coalition militaire arabe, qui a organisé la Tempête décisive, pour restaurer la légitimité du gouvernement yéménite. Le rejet de la milice Houthi obéit à 3 références : l'initiative du Golfe et ses mécanismes de mise en œuvre, les résultats du dialogue national yéménite et la résolution n° 2216 du Conseil de sécurité. Et pour soulager la souffrance du peuple yéménite, le Royaume a fourni une aide humanitaire d'environ 18 milliards de dollars au peuple et au gouvernement yéménite, au cours de ces dernières années. Quant à la paix entre Palestine et Israël, la position du Royaume est ferme et claire, pour résoudre et soutenir la Cause palestinienne, depuis l'époque du fondateur du Royaume. Elle est basée sur le soutien au peuple palestinien, qui a le droit de vivre sur sa terre en paix, dans un État palestinien indépendant et souverain, dont la capitale est Jérusalem. La Cause palestinienne reste toujours une priorité absolue du Royaume et sa politique étrangère. Le Royaume est attaché à l'initiative de paix qu'il a proposée, et adoptée par les pays arabes, comme une solution juste et globale à la Cause palestinienne.

Photo: DR